

L'ENTREVUE DU LUNDI



PHOTO JACQUES NADEAU

LUC FERRY

Iconoclaste de la pensée Mai 68, pourfendeur des Derrida, Foucault, Bourdieu, Althusser, Lacan et autres gourous qui ont marqué la philosophie française de l'après-guerre, Luc Ferry se démarque dans le paysage philosophique avec la défense des valeurs des « Lumières » sans son humanisme traditionnel et naïf. Martine Turenne l'a rencontré.

Page 9

L'armée yougoslave serait sur le point d'envahir Dubrovnik

BELGRADE (AFP) — L'armée yougoslave a annoncé qu'elle pourrait entrer dans Dubrovnik soumise pendant plusieurs heures hier à un bombardement de la marine de guerre et de l'artillerie lourde qui a fait deux morts et une vingtaine de blessés, selon un premier bilan.

« Les combats les plus violents depuis le début des opérations sont actuellement en cours à Dubrovnik », a estimé l'agence Tanjug. L'un des plus luxueux hôtels de la ville, le Belvédère, a été incendié après avoir été touché par le tir d'un canon d'un navire de guerre et une dizaine de yachts ancrés dans le port de Gruž ont brûlé, selon un journaliste de l'AFP à Dubrovnik.

Les autorités municipales ont déclaré la mobilisation générale dans la ville où la population est réfugiée dans les abris depuis plus de 48 heures. Les combats de la veille avaient fait quatre morts et 12 blessés du côté croate et deux morts au sein de l'armée.

L'agence a indiqué que d'épais nuages de fumée s'élevaient au-dessus de la vieille ville, laissant entendre que la cité historique avait été touchée par les bombardements.

L'armée yougoslave pourrait entrer hier dans Dubrovnik, a déclaré à Tanjug l'un des responsables des opérations militaires dans la région, le capitaine de frégate Milan Zec.

Voir page 4 : L'armée

Le PQ créerait des sociétés régionales d'investissements

Norman Delisle
de la Presse Canadienne

RIVIÈRE-DU-LOUP — Dans un Québec souverain, le Parti québécois mettra en place des sociétés régionales d'investissements pour y favoriser le développement économique.

C'est ce qu'a annoncé, hier, le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, à l'issue d'un colloque de deux jours organisé par sa formation politique sur le développement régional.

« Ces sociétés pourraient fonctionner un peu comme le Fonds de solidarité de la FTQ, avec possibilité de jour d'un capital de démarrage assorti de crédits d'impôt », a précisé aux journalistes le chef de l'opposition à l'issue du colloque qui a réuni quelque 300 participants.

Déjà, de telles sociétés existent. Il y en a quatre, dont une de fondation récente en Gaspésie. « Mais elles n'ont pas les moyens de ramasser suffisamment de fonds », a déploré M. Parizeau.

Ces sociétés que le Parti québécois envisage seront soit privées, soit coopératives. « Le gouvernement ou le Conseil du trésor ne viendra pas leur dire quoi faire. Elles décideront elles-mêmes ce qu'elles croient nécessaire », a dit le leader péquiste.

« Quand nous serons enfin responsables de nos affaires nationales par la souveraineté, les citoyens pourront être eux-mêmes chez eux responsables de leurs propres affaires », a-t-il dit.

M. Parizeau a signalé qu'un Québec souverain va récupérer d'Ottawa

quelque 25 milliards \$ en impôts et en dépenses diverses. Il n'est pas question de confier toute la somme uniquement à l'administration du Conseil du trésor, a-t-il signalé, mais il faudra concevoir avant l'indépendance quelle partie de la somme va en régions pour le développement régional.

Le chef péquiste a rappelé que lors de la Révolution tranquille au début des années 60, le Québec a réussi à amener chez lui les sièges de décisions économiques qui se situaient en dehors du Québec. « Les régions du Québec vont ne se sortir du trou que le jour où elles auront elles aussi des centres de décision qui appartiendront aux gens qui y vivent », a-t-il dit.

M. Parizeau a convenu qu'il ne fallait pas, à l'exemple du gouvernement libéral actuel, transférer des responsabilités aux municipalités et aux instances régionales sans les accompagner des moyens financiers pour les réaliser.

Le gouvernement Bourassa a adopté en 1991 une loi confiant aux municipalités certaines responsabilités en matière de voirie, de transport en commun et de police. Selon les municipalités, ces transferts de responsabilités non accompagnés de fonds pour les assumer se traduiraient par des dépenses additionnelles de 400 millions \$ pour les contribuables municipaux.

Il n'est pas question d'agir de la même façon, a promis le chef de l'opposition. « Toute cette question de la régionalisation va devoir être discutée avec les municipalités et il de-

Voir page 4 : Le PQ

Le président de la STCUM dénonce le projet de métro à Laval

Jean Francoeur

EN REFUSANT de faire des choix clairs quant au développement de la région métropolitaine, en renvoyant la CUM, Laval et la Rive-sud à leurs divergences, renonçant ainsi à son rôle d'arbitre de l'intérêt commun, le gouvernement du Québec commet « une erreur magistrale », soutient M. Robert Perreault, président du conseil d'administration de la STCUM, qui dénonce, entre autres, le projet d'un métro à Laval.

Pour le transport en commun, dit-il, c'est « un drame » pire encore que celui des difficiles exercices d'équilibre budgétaire sur lesquels les sociétés de transport, municipales et intermunicipales, ont dû s'esquinter cet automne à la suite du retrait des subventions gouvernementales à leur déficit d'exploitation.

M. Perreault est furieux. On vient de lui passer un sapin, ou un Québec si l'on veut. Conseiller municipal de Montréal (RCM), ex-membre du comité exécutif où il pilotait le dossier du développement économique, M. Perreault préside le conseil d'administration de la STCUM. Mais c'est à un autre titre qu'il s'exprimait, mercredi dernier, lors d'une entrevue au DEVOIR. Il portait alors le chapeau de président du nouveau Conseil mé-

tropolitain du transport en commun (CMTC) qui a compétence sur le territoire des trois grands sociétés de transport de la région métropolitaine. Avec pignon rue Saint-Jacques.

M. Perreault fulmine. Il vient d'apprendre que le maire de Laval, M. Gilles Vaillancourt, a réussi à obtenir du ministère québécois des Transports les fonds nécessaires pour faire en catimini une étude sur la viabilité d'un système de transport collectif rapide à Laval, qui plus est serait autonome du reste du réseau. Un tel système aurait pour fonctions, d'une part, de desservir le centre-ville de Laval et, d'autre part, de rabattre une partie de la clientèle lavalloise sur Ville Saint-Laurent (station Côte-Vertu, de la ligne 2-ouest), encourageant un projet de développement domiciliaire de Bombardier sur les terrains de Canadair.

Et cela, à l'insu même du président d'un organisme qui vient tout juste de recevoir (octobre 1990) de l'Assemblée nationale le mandat clair de décider « de la planification et de la réalisation des infrastructures et des équipements de transport en commun » à caractère régional.

Certes le CMTC connaît des débuts pénibles, très pénibles même, convient son président. Mais c'était tout de même l'aube d'un début de concertation régionale en ces matières, premiers jalons d'une coordination qui soit inspirée par une logique

Voir page 4 : Le président

Le Québec appuyera le Canada au Sommet de la francophonie

Robert Lefebvre
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Le Québec se présentera la semaine prochaine au quatrième Sommet de la francophonie avec une contribution concrète pour aider à instaurer ou restaurer la démocratie dans les pays qui en feront la demande.

C'est le premier ministre Robert Bourassa qui en fera l'annonce aux 43 autres chefs d'État et de gouvernements membres qui seront réunis à Paris les 19, 20 et 21 novembre pour le Sommet de Chaillot, ainsi désigné pour le distinguer du Sommet de Paris, en 1986.

Dans une entrevue à La Presse Canadienne, le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, a expliqué que cette aide pourrait être semblable à celle qui fut accordée à Haïti à l'occasion des élections de 1987 et 1990. Le Directeur général des élections du Québec, Pierre-F. Côté, y fut délégué en qualité de coordonnateur d'une équipe internationale mise en place par l'Organisation des États américains (OEA).

Le Québec, dont la participation aux sommets francophones est soigneusement encadrée par une entente avec Ottawa, viendra ainsi appuyer la déclaration que fera le premier ministre canadien Brian Mulroney sur la promotion de la démocratie et le respect des droits de la personne.

M. Mulroney a déjà annoncé qu'il proposera que soit créée au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) une unité de sou-

tien à la démocratisation qui pourrait venir en aide aux pays qui veulent promouvoir la démocratie sur leur territoire.

Deux pays membres de la francophonie, Haïti et le Liban, ont déjà sollicité une assistance particulière pour consolider leur évolution politique récente.

« Nous souhaitons offrir, avec le Canada, une assistance concrète qu'on pourra retrouver à l'intérieur d'un programme de coopération juridique et judiciaire », a expliqué le ministre Rivard.

« Cela pourrait consister, par exemple, à apprendre aux députés à faire des lois, comment représenter leurs concitoyens dans leur Assemblée nationale, à aider à mettre en place une charte des droits et libertés de la personne correspondant aux valeurs des pays concernés, etc. »

Le Québec, par la voix de son premier ministre, formulera d'autres propositions à cette rencontre des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français.

« Des propositions dans tous les volets d'intervention, souligne le ministre Rivard, mais ces propositions ne seront pas visibles au point où on pourra les reconnaître et où le premier ministre du Québec pourra en revendiquer la paternité. »

Mais quand on aborde la question de la visibilité du Québec à ces sommets, M. Rivard objecte vigoureusement que son gouvernement n'est pas à la remorque d'Ottawa dans le dossier de la francophonie et que

Voir page 4 : Le Québec



PHOTO AP

Yves Montand accompagnait son épouse Carole et son fils de trois ans, Valentin, le 10 septembre dernier à Auteuil pour la première journée d'école du bambin.

Toute la France pleure Montand

PARIS (Reuter et AFP) — Toute la France pleurait hier la disparition d'Yves Montand, un de ses plus célèbres artistes contemporains, qui a succombé samedi à un infarctus.

L'artiste sera inhumé mercredi matin au cimetière du Père Lachaise, à Paris, a-t-on appris hier auprès de son agent.

Le comédien et chanteur, âgé de 70 ans, a eu un malaise cardiaque vendredi soir sur le tournage du nouveau film de Jean-Jacques Beineix, près de Senlis, dans l'Oise. Les scènes de prise de vue étaient épuisantes car réalisées de nuit.

Hospitalisé à Senlis, Yves Montand a succombé samedi en début d'après-midi malgré une longue tentative de réanimation.

Selon divers témoignages, l'artiste est resté conscient jusqu'à la fin en déclarant notamment aux ambulanciers qui l'accompagnaient: « S'il m'arrivait quelque chose à mon âge, j'ai assez vécu et même très bien vécu pour ne rien regretter ».

Jean-Jacques Beineix a expliqué qu'il avait proposé à l'acteur de se faire doubler mais qu'il s'était heurté au refus d'un homme réputé perfectionniste.

Prié de dire si ce rôle — qui impliquait quelques cascades — n'était pas trop dur pour Yves Montand, son agent, Charley Marouani, a déclaré à Reuter: « Il l'a choisi. Il disait qu'il l'avait accepté, qu'il savait ce qu'il faisait et qu'il devait le faire jusqu'au bout. »

Fils du peuple, d'immigré italien, Yves Montand était la star dont les Français se sentaient les plus proches, selon un sondage d'opinion de 1984.

L'artiste, de son vrai nom Ivo Livi, était l'interprète de centaines de chansons, dont *Les feuilles mortes*, *Le temps des cerises*, *A bicyclette* et *Les grands boulevards*.

Il avait joué dans une quarantaine de films, dont *Le salaire de la peur*, *Le cercle rouge*, *La folie des grands*, *Le milliardaire*, pendant le tournage duquel il noua une idylle avec Marilyn Monroe.

Mais son parcours reste indissociable de celui de sa compagne pendant 40 ans, Simone Signoret, décédée en 1985. Il s'était depuis marié avec Carole Amiel, dont il avait eu un fils, Valentin.

Aux côtés de Simone Signoret, il fut de tous les combats politiques depuis les années 1950. Ses origines familiales expliquent aussi son engagement.

Issu d'une famille d'immigrants italiens installés dans les quartiers pauvres de Marseille, la star dont les Français se sentaient le plus proche, selon un sondage de 1984, aurait pourtant bien pu devenir américain, à 24 heures près.

En 1923, alors qu'il avait deux ans,



PHOTO JACQUES GRENIER

Yves Montand, lors de son passage à Montréal le 2 octobre 1986.

son père avait fui son village natal de Monsummano, en Toscane, pour se rendre aux États-Unis. Le bureau d'immigration lui en avait refusé l'entrée: la veille, le quota d'entrées sur le territoire avait été atteint.

Ivo grandit donc à Marseille. À 11 ans, il travaille dans une fabrique de pâtes. Plus tard, il découvre sa vocation d'acteur dans un salon de coiffure où il est apprenti.

À 17 ans, à l'adolescence, il dépense son argent de poche dans les cinémas de quartier, commence à arpenter les music-halls du Vieux Port. Ivo Livi devient Yves Montand. Selon la légende, le surnom lui vient de sa mère, qui l'appelait pour dîner — « Ivo, monta... » — quand il jouait dans la rue.

Perfectionniste déjà, il monte à Paris, y devient bête de scène à force de répétitions méticuleuses. Son répertoire se forge vite, chansons légères, rythmées, influencées par le jazz qui envahit alors la France.

Plus tard, il chamera les plus grands, Jacques Prévert, Baudelaire.

À la fin de la guerre, il rencontre Édith Piaf, une gosse de la rue comme lui. La « même Piaf » le prend sous son aile, lui met le pied à l'étrier. Grâce à elle, il débute au cinéma dans *Étoile sans lumière*.

Et puis, en 1949, c'est la rencontre coup de foudre avec Simone Signoret. L'actrice divorce du réalisateur Marc Allégret pour épouser Montand en 1951. Malgré les orages, les tempêtes, le couple tiendra jusqu'à la

Voir page 4 : La France

La Montée

des

Ingénieurs

Francophones



Histoire de l'École Polytechnique de Montréal

Robert Gagnon

Avec la collaboration spéciale de Armand J. Ross

528 pages, 39,95 \$

À travers l'histoire de l'École Polytechnique, c'est la montée en puissance des ingénieurs francophones et la prise en mains des leviers économiques par les Québécois qui nous sont racontées.

Boréal

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Lettre de Moscou

Sécession controversée

JE VIENS de passer quelques jours à lire et à écouter des discours pour et contre l'indépendance de la Slovaquie, le plus gros des problèmes que doit affronter ce pays depuis la chute du communisme.

Lors d'un dîner, j'ai raconté encore une fois mon « histoire slovaque », survenue à Montréal, en 1971. L'innocence nord-américaine (sic) émerveillait toujours autant mes amis tchèques, mais leur rire était nettement plus amer qu'il y a vingt ans.

Partie de Tchécoslovaquie depuis l'invasion soviétique en 1968, fraîchement débarquée au Québec après un passage à Paris, étudiante à McGill, je me rendais deux fois par semaine au Centre d'études canadiennes-françaises de l'université sur la rue Peel, où un jeune professeur, qui deviendra des années plus tard le conseiller constitutionnel de René Lévesque, donnait un cours sur l'histoire du Québec à un groupe composé, à part moi, intégralement d'étudiants québécois francophones.

Beaucoup de choses me dépassaient à l'époque. Je n'arrivais surtout pas à comprendre ce que tous ces jeunes Québécois farouchement nationalistes faisaient à McGill. Un jour, suivant la lecture d'un texte de Michel Brunet, j'ai trouvé que la discussion dérapait carrément. « Les Anglais nous ont tout volé, nos richesses, notre langue ! », disait un étudiant. « Il n'y a pas de peuple qui a plus souffert que le peuple québécois ! » renchérisait un autre.

Je suis alors intervenu pour dire qu'ils venaient dans le misérabilisme, que l'Europe centrale était remplie de peuples qui seraient ravis d'échanger leur sort contre celui des Québécois... Le professeur m'a arrêlée net : « Mais toi, tu es Tchéque ou Slovaque ? »

« Tchéque », dis-je. Sa réponse, péremptoire, a fait jubiler toute la classe : « Est-ce que les Tchèques n'ont pas toujours opprimé les Slovaques ? Tu ne peux rien comprendre, tu es comme une anglophone ici ! »

JE ME SUIS alors mise à expliquer ce que personne ne voulait vraiment entendre : que les Tchèques, avant de former une république avec les Slovaques, sur les débris de l'empire austro-hongrois en 1918, avaient été pendant des siècles un peuple dominé par d'autres et que, depuis 1948, nous étions de toute façon tous sous la botte soviétique. Rien à faire. Toute la classe s'acharnait sur moi : « Bien sûr, tu es sur la défensive, comme les Anglais ici ! »... Je savais pertinemment qu'à mon arrivée dans la classe, personne parmi les étudiants n'était au courant de l'existence de deux peuples distincts dans mon pays natal, car ils me parlaient tous de la résistance du peuple « tchécoslovaque », à l'invasion soviétique, et de la « langue tchécoslovaque ».

À l'époque, je ne croyais guère que j'allais un jour vivre la libération de la Tchécoslovaquie de l'emprise soviétique, et encore moins l'indépendance slovaque.

Aujourd'hui, deux ans après la chute du communisme, j'ai nettement l'impression que le pays est sur le point d'éclater. Le Québec serait un des exemples que les nationalistes slovaques, en attendant leur indépendance, étudient de près.

Voici en gros la liste des arguments entendus des deux côtés dans le conflit tchéco-slovaque. Je reste convaincue que toute comparaison avec le Québec est absurde. Il y a pourtant un état d'âme, un vocabulaire que les Québécois nationalistes reconnaîtront d'emblée.

Du côté slovaque :
— Le droit à l'autodétermination est un droit naturel de tout peuple. Pour la première fois dans notre histoire, nous avons l'occasion de nous gouverner nous-mêmes. Nos enfants ne nous pardonneront jamais si nous laissons passer cette chance.
— Peu importe que la

Tchécoslovaquie soit depuis 1968 une fédération, nous continuons à être gouvernés de Prague. Les postes réservés aux Slovaques à Prague sont de la poudre aux yeux. Un Slovaque qui va travailler au « fédéral » à Prague n'est de toute façon pas un vrai Slovaque.

— Les Slovaques paient chers pour être associés aux Tchèques. Indépendants, ils seraient beaucoup plus riches.



Vera Murray

— Les Slovaques sont un peuple croyant qui a beaucoup mieux résisté au totalitarisme que les Tchèques.

Du côté tchèque :
— La Bohême était en 1918 un pays plus industrialisé que la Slovaquie. Depuis la fondation de la république, la Slovaquie a nettement profité de son association avec la Bohême. L'attitude actuelle des Slovaques est une ingratitude totale.

— La Slovaquie ne pourrait pas survivre en tant qu'économie viable. Si l'indépendance a lieu, les Slovaques déchanteront rapidement après l'euphorie initiale.

— Il est complètement fou d'aller dans le sens opposé des tendances communautaires de l'Europe occidentale. Nous avons beaucoup plus de chance de passer rapidement à l'économie de marché et d'être admis en Europe » en tant que pays uni de 16 millions d'habitants que deux petits pays séparatistes. Nos descendants ne nous pardonneront jamais si nous ratons cette chance.

— Il existe dans la société slovaque des tendances nettement autoritaires. L'impulsion nationaliste y est beaucoup plus forte que les pulsions démocratiques. (À preuve la proclamation en 1939, après l'annexion de la Bohême au troisième Reich, de l'État indépendant slovaque dirigé par le prêtre Josef Tiso et qui sera condamné pour trahison par la Cour suprême tchécoslovaque en 1947 et exécuté. En Slovaquie il est toujours considéré comme un personnage de première importance assassiné par les « mécréants tchèques »).

Actuellement la création d'un État slovaque autoritaire de la frontière orientale serait de très mauvaise augure pour la démocratie tchèque.

DEUX POSITIONS irréconciliables. Le tout sera décidé lors d'un référendum qui devrait avoir lieu l'an prochain. En Slovaquie, l'idée est acquise : dans tous les sondages, les partis fédéralistes ne recueilleraient aujourd'hui à peine un peu plus de 10 % des voix. Mais l'est-elle vraiment ? Le problème, comme au Québec en 1980, est la complexité de la nature humaine. Les sondages indiquent aussi que seulement 15 % des Slovaques voteraient pour une séparation avec la Bohême à l'occasion d'un référendum.

Vaclav Havel, le président très fédéraliste de la république, qui reste très populaire en Slovaquie, (cote de popularité de 60 %) : « Chaque fois que j'assiste à un événement public en Slovaquie, je suis complètement médusé : on m'applaudit frénétiquement à mon arrivée mais lorsqu'on commence à jouer l'hymne nationale, (la première partie est tchèque) on siffle aussi frénétiquement », expliquait-il dans un interview. Mais le 28 octobre dernier à l'occasion d'une cérémonie d'anniversaire de la fondation de la république tchécoslovaque tenu à Bratislava, on lui a lancé deux oeufs pourris.

Les troupes russes se retirent de la république de Tchetcheno-Ingouchie

GROZNY (Reuter) — Les troupes russes se sont retirées hier de la république rebelle de Tchetcheno-Ingouchie sans avoir pu y faire appliquer l'état d'urgence imposé par le président Boris Eltsine.

Un conseiller du dirigeant rebelle Djokhar Douaïev a déclaré que les quelque 650 soldats arrivés vendredi avaient été renvoyés vers Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord, autre république autonome de la Fédération de Russie.

« Nous les avons envoyés au diable, a déclaré le conseiller Daoud Akhmadov aux journalistes à Grozny, capitale de la Tchetcheno-Ingouchie. Nous leur avons donné à manger et à boire, et nous les avons renvoyés ce matin. »

À Moscou, le Parlement russe s'est réuni en séance extraordinaire pour débattre de la décision de Boris Eltsine de faire plier par la force les séparatistes tchétchènes.

Alexandre Routsikoï, vice-président de la Fédération, s'est fait l'avocat de la fermeté. Mais de nombreux députés sont opposés à l'état d'urgence décrété vendredi.

Le président du Parlement, Roulan Khasboulatov, lui-même tchétchène, a affirmé qu'il démissionnerait plutôt que de négocier avec les hommes de Djokhar Douaïev, qu'il a qualifiés de « bandits sans conscience et sans honneur », selon l'agence Tass.

Le débat parlementaire devait se poursuivre aujourd'hui.

Le président géorgien Zviad Gamsakhourdia a pour sa part adressé un télégramme au président russe pour lui demander de lever l'état d'urgence.

Élu le mois dernier à la tête de la république lors d'un scrutin non reconnu par la Russie, Djokhar Douaïev revendique pour son peuple le



PHOTO AP

Des soldats russes ont quitté hier la république autonome de Tchetcheno-Ingouchie.

droit à l'autodétermination.

Il a prêté serment comme président samedi et a exhorté hier ses partisans à se mobiliser contre l'état d'urgence imposé par Moscou. « La Russie rejette tous nos efforts pour obtenir la souveraineté par la négociation (...) Face à une telle politique, nous ne pouvons montrer aucune faiblesse. Nous ferons sécession et ensuite nous négocierons sur un pied d'égalité », a-t-il dit.

« Tout acte provocateur de terrorisme d'État contre notre peuple ne restera pas sans vengeance », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Grozny, capitale de cette république

autonome du Caucase à majorité musulmane.

« Il existe pour cela de nombreux, de très nombreux mécanismes et nous infligerons autant de souffrances que la Russie en a infligé à cette terre. Tout est prêt », a dit le général, vêtu de son treillis vert et entouré de soldats en armes.

À l'état d'urgence imposé par Boris Eltsine, le général Douaïev a riposté en décrétant la loi martiale et la mobilisation de tous les hommes de 15 à 55 ans.

Des centaines de manifestants se sont rassemblés hier soir dans le

centre de Grozny en scandant des slogans et en brandissant des drapeaux islamiques verts.

Non seulement les soldats envoyés par Boris Eltsine n'ont pas pu sortir de l'aéroport militaire où ils étaient arrivés vendredi, mais ils ont dû abandonner leurs neuf avions de transport après que les Tchétchènes eurent bloqué les pistes avec des tracteurs, a déclaré la radio russe.

Selon la télévision russe, des barricades ont été érigées sur toutes les routes de Tchetcheno-Ingouchie, l'une des 17 républiques autonomes de Russie.

La mission de l'OEA reçue par le Parlement haïtien

PORT-AU-PRINCE (AFP) — La mission civile de paix que l'Organisation des États américains (OEA) a envoyée à Port-au-Prince a été reçue hier par le Parlement haïtien.

« Nous représentons la volonté continentale et celle de toute la communauté internationale pour tenter de trouver avec vous une solution à la crise haïtienne », a déclaré devant le Parlement le président de la mission, Augusto Ramirez Ocampo.

« Nous sommes ici (...) en vue de trouver le terrain favorable au dialogue, pour assurer la manière de rendre possible le retour à ses fonctions du président Jean Bertrand Aristide », a déclaré M. Ocampo, ancien ministre colombien des affaires étrangères.

Il a également indiqué que la mission se trouvait à Port-au-Prince « pour appuyer et renforcer la démocratie constitutionnelle, pour faciliter le rétablissement et le renforcement des institutions démocratiques et le plein respect de la Constitution et des droits de l'homme pour tous les Haïtiens ».

Il a prôné une « concertation nationale où les vengeances, les représailles n'ont pas de place, se déclarant convaincu que le peuple haïtien surmontera cette crise ».

« Plus tôt une entente sera conclue, plus solide sera la concertation, meilleures seront les possibilités de renforcement de la démocratie et plus rapidement pourront être mis sur pied des efforts de collaboration et de soutien économique de la part de la communauté internationale », a-t-il souligné.

Auparavant, le président de l'Assemblée nationale et du Sénat, Déjean Bélizaire, s'était élevé contre l'embargo décrété par l'OEA contre Haïti, estimant qu'il consistait à « faire jouer contre ce peuple pauvre et démuné la loi du plus fort » et à le

condamner « à mourir dans les hôpitaux et les campagnes ».

Dénonçant le fait que le père Aristide ait recherché l'appui américain pour cet embargo, M. Bélizaire a souhaité « une solution satisfaisante pour toutes les parties concernées ».

Les discussions entre la mission de l'OEA et les parlementaires désignés cet effet ont commencé peu après à huis clos.

Une foule d'environ 1500 personnes, scandant des slogans hostiles à l'embargo de l'OEA et au président renversé, entourait le Parlement au

moment de l'arrivée de la délégation, qui a dû se frayer un chemin parmi les manifestants avec l'aide de la police haïtienne et de son propre service de sécurité.

Cette foule se trouvait toujours autour du Parlement lorsque les discussions à huis clos ont débuté.

L'armée irakienne attaque les Kurdes

PIR DAWOUD (Reuter) — Des unités de l'armée irakienne ont attaqué hier des lignes de combattants kurdes près de la ville kurde d'Irbil.

Les combats ont éclaté hier midi au village en ruines de Pir Dawoud et ont continué par intermittence tout l'après-midi. Trois Kurdes ont été blessés.

Avant que les affrontements commencent, l'armée irakienne avait envoyé un camion auprès des lignes kurdes pour ordonner aux peshmergas de se replier sur Irbil, sous peine d'attaque.

Les Kurdes étant restés sur leurs positions, les Irakiens ont ouvert le feu au mortier et à la mitrailleuse à l'expiration de leur ultimatum.

Aucun des adversaires ne semblait avoir l'intention de donner l'assaut pour déloger l'autre partie. Le moment fort de l'affrontement d'hier après-midi a été l'apparition de deux avions de l'armée de l'air américaine, saluée par une ovation des peshmergas.

Les deux appareils ont passé en rase-mottes au-dessus de la route conduisant à Irbil et ont obliqué vers l'est en survolant les positions irakiennes.

Face aux maquisards kurdes, qui n'ont que des armes légères, sont déployés 18 000 soldats irakiens sur trois routes menant à Irbil. Les Ira-

kiens cherchent apparemment à reprendre des positions qu'ils ont abandonnées de leur propre chef ces deux dernières semaines.

Selon les Kurdes, les troupes gouvernementales ont évacué Pir Dawoud, à 12 km d'Irbil sur la route de Makhmour, il y a huit jours.

Hier, les Irakiens ont de nouveau enjoint aux peshmergas de se retirer.

« Le leur ai envoyé un message disant que nous étions dans une posture défensive et que nous ne cherchions pas à nous battre », a déclaré un commandant kurde local, que ses hommes appellent Rebaz.

Selon lui, le commandant irakien a rejeté son offre de pourparlers et a menacé de les déloger avec des chars et des hélicoptères.

Le passage des avions américains avait apparemment pour but de rappeler aux troupes irakiennes que les Kurdes avaient encore dans la région de puissants amis.

Les pays occidentaux souhaitent éviter une réédition de l'exode kurde d'avril dernier. Après l'échec de leur insurrection contre le régime de Saddam Hussein, des centaines de milliers de Kurdes dans le Nord, et de chîtes dans le Sud, avaient pris la fuite vers la Turquie et l'Iran.

Les États-Unis et leurs alliés avaient alors imposé à Bagdad la

création d'une zone de protection dans le nord de l'Irak.

Un nouvel exode serait à l'heure actuelle d'autant plus problématique pour les Kurdes que le gouvernement de Bagdad a réduit les livraisons de carburant au Kurdistan.

Abdullah Rassoud, chef de la sécurité kurde à Irbil, ville de 800 000 habitants, a souligné que les seuls combats de la journée s'étaient déroulés à Pir Dawoud.

« Le gouvernement n'a pas encore vraiment attaqué. Il tente simplement d'effrayer notre peuple », a-t-il dit.

Selon des voyageurs qui ont traversé la ligne de front, l'armée a déployé des chars et de l'artillerie lourde à dix kilomètres à l'arrière du front. L'un des témoins a fait état d'au moins trente chars.

L'avance irakienne sur Irbil n'est que l'un des nombreux mouvements de troupes gouvernementales dans le nord de l'Irak, dénoncés par les Kurdes comme autant d'actes de provocation.

Une délégation kurde est à Bagdad depuis mercredi pour discuter de ces mouvements de troupes et du blocus contre le Kurdistan. Mais, de source autorisée, on a affirmé samedi que les pourparlers n'avaient pas encore sérieusement commencé.

Imaginez.
Vous n'avez pas mangé depuis des jours et vous avez une entrevue pour un emploi.

(Centraide contribue actuellement à l'approvisionnement de 137 comptoirs alimentaires et de 40 cuisines collectives.)



Centraide

La suite dépend de vous.

Ligne Tel-Don: 1 800 267-5555

Annnonce donnée par les amis de Centraide.

L'ENTREVUE DU LUNDI

LUC FERRY

Pour s'arracher à la «stupidité» de ce siècle

Martine Turenne

À L'AUTOMNE 1968, quelques mois après les événements de mai, Luc Ferry entre à la Sorbonne. Il a 17 ans et n'est pas du tout politisé. La fête de Mai 68 est terminée, ne reste qu'un discours « en béton armé, pesant, absurde, sans intérêt ».

Il y a quelque chose qui sonne faux dans le discours de transformation radicale de la société, un décalage entre les aspirations véritables et l'interprétation. « Avec Mai 68, les jeunes avaient envie de dire qu'ils s'ennuyaient à mourir dans les sociétés française et occidentales de l'époque. Ce qui était vrai. Ils avaient le sentiment que tout était préformé, que les carrières étaient décidées d'avance. Mais on disait plutôt que c'était un mouvement collectif, de rupture avec le capitalisme. Ce que je voyais, c'étaient des aspirations individualistes, consuméristes ».

Ce profond décalage entre sa perception des événements de Mai et le discours ultra-gauchiste qui domine sur les campus français inspirera son premier essai, écrit en collaboration avec le philosophe Alain Renaut : la pensée 68, essai sur l'anti-humanisme contemporain.

L'essentiel de la pensée de Ferry est en germe dans ce livre. Contre la pensée anti-démocratique, les déconstructionnistes, différentialistes. Contre les Derrida, Foucault, Bourdieu, Althusser, Lacan et autres gourous tribalistes qui ont marqué la philosophie française de l'après-guerre, copies plus ou moins pâlottes d'une longue tradition philosophique allemande : Nietzsche, Marx, Heidegger...

Pour la défense des valeurs des « Lumières », « sans son humanisme traditionnel et naïf », une revalorisation de l'individu, autonome, émané, libéré des religions et des traditions, source des normes et des lois. Pour la liberté, comme arrachement au code culturel, à l'universalisme. Pour la transcendance de certaines valeurs : les droits de l'homme, la démocratie.

Critique acerbe de la pensée 68, celle de la génération arrivée à l'âge adulte peu après la guerre, profondément convaincue que la grande civilisation occidentale, celle des « Lumières », qui se disait porteuse du Progrès, n'avait finalement produit que les pires catastrophes de ce siècle : le nazisme, le fascisme et le colonialisme.

« Le discours politique du marxisme me paraissait intégralement fallacieux. Ne serait-ce que parce qu'on traitait de fascistes des gens qui ne l'étaient pas ». Pour beaucoup, le communisme devint l'achèvement logique de décennies d'erreances. « On a rarement vu un siècle aussi stupide ». Radicalisme absolu, discours blindé, endoctrinement massif, à gauche comme à droite. Et des idées à moitié cinglées, jusqu'au boutismes et ententes. Et un tel aveuglement : « comment, demande Ferry, comment a-t-on pu prendre le petit livre rouge de Mao pour quelque chose d'intelligent ? »

La mort récente du communisme a aussi mis fin à un certain mysticisme politique. Officiellement laïque depuis deux siècles, la politique conservait certains traits propres au religieux, du moins dans la tradition de la gauche et du socialisme. « C'est toute l'idée que la politique avait pour fonction de régler au niveau collectif le sens de l'existence individuelle. Il y avait une dimension messianique des utopies collectives de gauche, en ce sens que les individus pensaient travailler pour les générations futures, pour l'au-delà, pour un avenir meilleur ».

Certains vivent la transition sur le mode du deuil. Luc Ferry, quant à lui, vit cette désacralisation « avec jubilation ». Car ce sentiment de vide actuel n'est qu'un leurre, croit-il. « Nous ne vivons pas dans l'ère du vide ou dans une période qui soit politiquement inintéressante. Au contraire, je pense simplement que la politique a changé de nature et qu'elle ne sera plus destinée à produire ou à réinventer de grandes desseins. Il n'y a plus de messages à propager, seulement des grandes tâches politiques à accomplir ».

Mais si les sociétés perdent leurs fondements « hérités », selon l'expression de Tocqueville, où se situe désormais la question du sens de l'existence ? Elle ne peut plus être réglée du côté du religieux, ni du côté politique, ni par la simple consommation ou par d'autres artifices. Elle s'investira dans l'éthique, dans la culture. Car ce n'est pas parce que cette quête n'est plus politique qu'elle n'est plus ».

La critique du monde occidental, de ses excès et de ses catastrophes, ressurgit aujourd'hui ailleurs, notamment dans l'écologie et le différentialisme. Ce mouvement valorise toutes les cultures, toutes les pratiques, respecte toutes les traditions parce que ce sont des traditions, indépendamment de leur contenu. Il n'y aurait pas de valeurs transcendantales, seulement un Occident qui tente subtilement d'imposer



PHOTO JACQUES NADEAU

Le nationalisme « n'est pas forcément un repli communautarien sur une identité nationale frileuse. On peut aussi y voir une exigence démocratique, une exigence d'autonomie... »

L'art devenu vide des sens

Martine Turenne

LUC FERRY a quitté l'école très jeune, à 13 ans. « Je n'aimais pas l'école pour de multiples raisons. Et l'école ne m'aimait pas non plus ». Ça ne l'empêchera pas d'écrire plus tard de très sérieux essais philosophiques et même de traduire de Kant dans la Bibliothèque de la Pléiade !

En fait, l'arrière-arrière-petit-neveu de Jules Ferry, celui-là même qui a réformé l'école publique française, a fait ses études par correspondance, en solitaire. Il passera le bac comme candidat libre, à 17 ans.

Bref séjour à la Sorbonne, où la langue de bois le fait fuir. Luc Ferry part étudier la philosophie à l'Université d'Heidelberg, en Allemagne, là où a enseigné ou étudié Habermas, Goethe, Hegel. Avec son collègue et ami Alain Renaut, Ferry traduit, outre Kant, l'oeuvre de Fichte et certains ouvrages-clés d'Adorno, Shelling, Baumgarten. C'est aussi avec Renaut qu'il écrira plusieurs de ses essais : « Heidegger et les Modernes », « Itinéraires de l'individu » et plusieurs livres sur les systèmes philosophiques. Tous deux enseignent aujourd'hui à l'Université de Caen, en Normandie.

Son dernier essai, « Homo Aestheticus », est consacré aux origines démocratiques du goût, de l'art et de la culture. Une question qui lui cause passablement de frustration. « Il y a un vrai problème dans nos sociétés démocratiques. Car il me semble que ce qui a dominé la culture du 20^{ème} siècle, surtout la culture récente, après 1945, c'est ce face-à-face entre une culture élitiste ou marginale, qui est à mon avis largement en crise aujourd'hui, et de l'autre côté, une culture de masse produite de façon industrielle, avec pour seul objectif la consommation ».

Harlequin, Pierre Boulez ou l'artisanat local. « Il y a là quelque chose où je pense que l'on ne peut se reconnaître entièrement ». Car l'avant-garde, « subventionnée à mort », est en crise. Après les « idées » de carré noir sur fond blanc de Malévilch, les concerts silencieux de John Cage ou les expositions sans peintures de Klein, l'art est devenu vide de sens.

Évidemment, souligne Ferry, on peut toujours trouver des contre-exemples. Des deux côtés. La culture de masse n'a pas pour lui cet aspect navrant caractéristique la pensée d'Alain Finkielkraut. « Il y a dans la musique populaire de véritables talents, de même que dans la culture d'avant-garde. Mais

tout de même, globalement, on doit reconnaître que la musique rock, que j'aime beaucoup, est sur le plan de l'écriture d'une très grande pauvreté. Elle a très peu innovée et tourne en rond ».

Et d'un autre côté, si on s'intéresse à la musique dite « savante », la problématique reste entière. Dans ses moments libres, Luc Ferry joue du violoncelle et désespère de trouver des pièces contemporaines qui soient minimalement écoutables : « 99,9 % des mélomanes vivent au 19^{ème} siècle. Ce n'est pas normal ». Il est très, très difficile d'écouter du Boulez et du Stockhausen. Et difficile n'a pas ici une signification positive. Car après tout, « la critique de la raison pure » et la logique de Hegel sont très difficiles mais on n'y perd pas son temps ». Après avoir écouté 40 fois le « Marteau sans maître », de Pierre Boulez, Luc Ferry a conclu que jamais, jamais il n'aimerait ça, que jamais ça ne l'intéresserait. « Et quand mes amis compositeurs m'expliquent la partition, je comprends que c'est intéressant à lire, mais pas à entendre. Et ce n'est pas une question d'éducation ou de temps ».

Autrefois, l'art original a toujours étonné, suscité des critiques, soulevé des oppositions. Le requiem de Brahms a été copieusement hué et Beethoven n'a pas toujours croulé sous les applaudissements. Et Van Gogh n'a pas vendu une toile de son vivant. Mais les grandes oeuvres avaient également des partisans. Non pas des partisans « intellectuels », mais de vrais amateurs. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « On ne peut pas éternellement donner tort au public qui ne se reconnaît pas dans la musique savante contemporaine. Il faut bien que les musiciens contemporains se remettent, eux aussi, en question ».

Outre la musique, Luc Ferry lit beaucoup et confronte sa théorie selon laquelle les oeuvres littéraires d'envergure proviennent essentiellement de sociétés en pleine mutation, aux prises avec des problèmes de dislocation. Aujourd'hui l'Amérique latine, les pays de l'Est. Hier, les sociétés occidentales.

Du Québec, Luc Ferry connaît surtout le milieu intellectuel dont il admire certains représentants dont le professeur Charles Taylor, de l'Université McGill. Et de passage à Montréal, il s'est tapé « L'Amour du Pauvre », de Jean Larose, qu'il a trouvé franchement indigeste. « C'est d'un prétentieux absolu ». Il a particulièrement tiqué lorsque Larose écrit qu'il est toujours un peu bête de critiquer Jacques Derrida. « Pourquoi toujours imiter les moders françaises et témoigner de tant de servilité à l'égard de pseudo stars parisiennes des années 60 ? ».

racialisme, avec la transmission de l'identité par le sang ».

Cela dit, la critique du discours n'implique pas un rejet de la cause elle-même, du désir d'autonomie qui demeure légitime. « Les revendications de reconnaissance de la part d'individus appartenant à des communautés qui, manifestement, ont été laminées par l'Histoire, je les comprends et je les soutiens ».

Pour aborder la question du statut des minorités dans les pays démocratiques, en Europe ou ici, Luc Ferry croit qu'il faut dépasser l'antinomie dans laquelle s'enferme notre pensée. « D'un côté, la thèse différentialiste, cet anti-ethnocentrisme renversé, et de l'autre, un universalisme de type néo-colonialiste qui voudrait, comme cela a été le cas dans le républicanisme français, nié toute reconnaissance des minorités au nom de l'État incarnateur de la politique de l'Universel. Il faut repenser la question entre prétention à l'universalité et droits à la différence dans des termes nouveaux ».

L'autre critique-type du monde occidental est écologique. Luc Ferry y voit le germe d'une autre branche de l'anti-humanisme. La pensée 68 prophétisait la mort de l'Homme, l'écologie fait de l'humain l'égal du cactus et de la poule, applique aux bêtes et végétaux les concepts de génocides, de droit et d'éthique. Il est évident que l'écologie prend la place des idéologies messianiques. Il propose une vision globale du monde et du rôle de l'Homme dans l'univers. « C'est très attirant, dit Ferry. Il y a dans l'écologie aujourd'hui tous les ingrédients d'une grande utopie ».

À l'instar des idéologies fasciste et

cation de qualité de la vie, des gens qui veulent protéger l'environnement pour que la vie humaine soit meilleure. « Ce qui n'est pas idéologique, remarque Ferry. Le problème, c'est que cette sensibilité écologique, largement majoritaire et tout à fait démocratique, s'investit constamment dans des thèmes qui sont la critique du monde occidental, thèmes qui sont ultra-gauchiste ou de l'ultra-droite. Et donc, ce gros des troupes ne se reconnaît jamais dans les groupuscules écologiques durs, mais en même temps, les alimente sans arrêt ».

Et tout cela se confond, s'interpénètre. « Par exemple, vous avez toute la critique du déracinement de la société libérale capitaliste, au nom de l'enracinement, qui est typique de la droite. D'un autre côté, on retrouve la même critique du déracinement, mais cette fois, au nom d'une communauté à venir. Et là on retrouve la structure de critique de la gauche ».

Les concepts se juxtaposent aussi dans le cas du nationalisme québécois. Luc Ferry est venu plusieurs fois au Québec ces dix dernières années. Au début, le discours nationaliste lui inspirait plus de craintes et de méfiance que de sympathie. « Comme tout nationalisme... Et c'est parfaitement normal car il ne faut pas oublier qu'en Europe, le nationalisme a été la catastrophe absolue. Un Européen qui n'est pas fou est obligé de se méfier au plus haut point de cette histoire de nationalisme ».

Luc Ferry percevait dans le discours dominant des relents de romantisme allemand : l'idée que l'homme ne se définit qu'en terme d'appartenance à sa communauté. Par la suite, il y a vu autre chose. « J'ai le sentiment aujourd'hui qu'on peut aussi donner une autre interprétation du nationalisme. Ce n'est pas forcément un repli communautarien sur une identité nationale frileuse. On peut aussi y voir une exigence démocratique, une exigence d'autonomie. Je crois qu'il y a les deux tendances très présentes dans le nationalisme québécois ».

Cette exigence de se reconnaître dans des institutions démocratiques plus efficaces et participatives que celles de type fédéral, extrêmement diluées, posera aussi problème dans l'Europe de 1993. « Jusqu'à preuve du contraire, l'idéal démocratique et républicain s'est toujours incarné dans les États-Nations. Son dépassement dans un projet de fédération européenne va être très difficile à réaliser. Et pas seulement parce que les gens tiennent à tout prix à leurs identités nationales au sens nationaliste du terme, mais bien parce que plus personne ne peut se reconnaître dans un droit européen produit par des technocrates et sans possibilité de participation ».

Partout, donc, cette peur de ne plus se reconnaître, de vivre dans un monde désincarné, désenchanté. Libre, certes, mais où la liberté peut être vide, creuse et source d'une insoutenable solitude. « C'est vrai que les sociétés individualistes sont toujours vouées au risque d'atomisation du social, du repli sur la sphère privée, de l'apathie politique, du souci de la carrière, du bonheur privé, de la consommation ». Mais au-delà du risque, ces sociétés recellent une très grande positivité quand on regarde leur extraordinaire liberté et qu'on les compare avec celle de type théologico-politique.

« Les individus qui vivent dans des sociétés de type traditionnel peuvent parfaitement souligner nos points faibles. On peut très bien démontrer que dans les sociétés démocratiques, nous sommes totalement incapables de gérer tout ce qui est de l'ordre de la catastrophe individuelle : la mort, la maladie, la vieillesse. Il est extrêmement difficile de donner un sens au fait de vieillir en Occident. Et c'est pourquoi le phénomène de la vieillesse est combattu partout et n'est jamais accepté. Alors que dans les sociétés traditionnelles, au contraire, il existe toute une série de représentations de la vieillesse, précisément parce que ce sont des sociétés organisées à partir du passé ».

Mais cette opposition, Luc Ferry refuse d'y être enfermé. « On n'a pas que le choix entre d'un côté, l'atomisation du social, la consommation et la barbarie des sociétés occidentales, et de l'autre, les régimes islamiques ! Je pense qu'il faut travailler à l'intérieur des sociétés démocratiques, au nom de ses propres principes. Et l'idée que j'aimerais voir prise au sérieux, c'est celle d'une critique interne des sociétés démocratiques au nom des promesses qu'elles nous font, et qu'elles ne tiennent que rarement ».

Et ce non-sens de la finitude humaine, quel sens positif lui donner ? « Précisément, la positivité de la lucidité elle-même. C'est-à-dire le simple fait d'être lucide est quelque chose d'en soi positif. Si vous avez le choix, comment voulez-vous préférer l'illusion, fût-elle une illusion grandiose, comme la religieuse, à la réalité, et à la perception lucide de cette réalité ? ».

